

---

NAOTO KAN  
JEAN-MARIE BOUISSOU

POINT DE VUE  
D'UN MUTANT

UN MUTANT AU PARLEMENT...

67

Fils d'un ingénieur, Naoto Kan est né en 1946. En 1965, il entre à l'Institut de technologie de Tokyo, où il anime un Cercle de réflexion sur les problèmes contemporains (*Gendai mondai kenkyukai*). Le mouvement de 1968 saisit l'institut. En grève prolongée, les étudiants se divisent violemment entre le *Minsei*, proche du Parti communiste, et les gauchistes du *Chukaku-ha*. Kan et son groupe créent alors le Conseil pour la promotion de la réforme de toute l'université (*Zenkaku*). C'est à eux que l'assemblée générale donne le mandat de négocier avec la direction...

Devenu agent en brevets, il ne reste pas longtemps sans militer. A la suite des luttes menées par les victimes des « Quatre Grands Cas » de pollution<sup>1</sup>, le début des années 1970 voit se multiplier les « mouvements d'habitants » qui luttent contre les excès de l'industrialisation et pour l'amélioration de la qualité de la vie. Kan crée le Mouvement des citoyens pour demander de meilleurs logements (*Yori yoi sumai o motomeru shimin no kai*) dans sa banlieue de Musashi Shakai, à l'est de Tokyo (1972), où les cités nouvelles poussent pour abriter les jeunes salariés. Après l'émotion suscitée par la corruption lors de la passation du pouvoir entre Eisaku Satô et Kakuei Tanaka, il entre au Mouvement des citoyens pour promouvoir des élections idéales (*Sôsenkyô suishin shimin no kai*). En marge de la gauche traditionnelle, cette organisation

---

1. Pollution par le mercure de la baie de Minamata et de la rivière Agano (région de Niigata), empoisonnement des rizières par le cadmium dans la préfecture de Toyama et pollution atmosphérique génératrice d'asthme mortel autour du complexe industriel de Yokkaichi (préfecture de Mié). Les victimes portent plainte en 1967. Leurs victoires devant les tribunaux en 1971-1972 ont un retentissement national.

rassemble les grandes figures de « l'amateurisme politique aux mains propres » : Yukio Aoshima, écrivain, compositeur, cinéaste et sénateur non conformiste ; Shigeru Aoki, qui fondera en 1983 le Nouveau Parti des salariés, première expression spécifique du mécontentement des salariés urbains, et surtout Fusae Ichikawa, l'ancêtre du mouvement d'émancipation féminine au Japon depuis les années 1920. Celle-ci a perdu en 1971 le siège national qu'elle détenait au Sénat depuis dix-huit ans et prépare son retour. Kan devient son secrétaire pour sa campagne de 1974, où elle se présente avec Aoshima comme candidate indépendante sur le thème de la lutte contre la corruption. Elle reconquiert triomphalement son siège, élue deuxième dans la circonscription nationale avec près de 2 millions de voix, juste devant Aoshima, alors que le PLD frôle la défaite.

68 Fort de cette expérience, Kan se présente aux législatives dans la septième circonscription de Tokyo en 1976, comme candidat indépendant. Il est soutenu par les mouvements d'habitants et les réseaux associatifs organisés autour des coopératives de consommation écologistes du Club de la vie (*Seikatsu Club*), créées au début des années 1970 par des socialistes en rupture de ban. Il rassemble plus de 70 000 voix (11,5 %), mais il lui en manque plus de 30 000 pour enlever le quatrième siège dans une circonscription très hostile au PLD, où les socialistes, les communistes et le Kômeitô ont chacun un élu. Il est à nouveau battu l'année suivante aux sénatoriales dans la circonscription de Tokyo. Il échoue encore aux législatives de 1979 sous l'étiquette de la Ligue social-démocrate (*Shaminren*), un petit groupe qui vient de quitter le Parti socialiste par réaction contre la mainmise syndicale et le sectarisme marxiste. Mais, en 1980, il est élu premier avec 157 000 voix (22,5 %) et une avance confortable de 43 000 suffrages sur le second. Il est ensuite toujours réélu, dont trois fois en première position. En 1993, la vague des « nouveaux partis » ne lui cause aucun tort et il rassemble encore 20,5 % des suffrages.

La machine électorale de Kan est très modeste par rapport aux normes japonaises. Il n'emploie « que » sept secrétaires à plein temps et ne diffuse le bulletin de liaison de son association de soutien « qu'à » 30 000 exemplaires. Ses dépenses en année normale ne dépassent pas 15 millions de yens (environ 800 000 francs). En année électorale, elles n'atteignent « que » 50 millions de yens (environ 2,7 millions de francs), moins du dixième de ce que dépense un candidat conservateur. Ces fonds sont rassemblés presque entièrement grâce à des cotisations individuelles et à la souscription par le public d'« actions Kan » (*Kan kabu*) – une méthode de financement imitée aujourd'hui par d'autres élus.

Son électorat est majoritairement féminin. Le noyau dur est constitué par les six mille foyers de sa circonscription membres du *Seikatsu Club*. La coopérative de consommation s'est organisée sur le plan politique en créant *Tôkyô Network*, qui présente des candidates aux élections des conseils municipaux et du conseil régional de la capitale et compte aujourd'hui des élues dans sept des quinze conseils municipaux de la circonscription<sup>1</sup>. Plus largement, Kan est représentatif de tout le Japon des réseaux. Sa circonscription compterait plusieurs milliers de petites « organisations de citoyens » (*shimin dantai*) militant pour la protection de la nature, l'interdiction des engrais chimiques dans les jardins des écoles, la qualité des produits alimentaires, l'amélioration de l'environnement urbain, et une variété infinie de causes depuis la défense des droits des enfants jusqu'au soutien aux indépendantistes du Timor occidental... Cette mouvance lui fournit la quasi-totalité de son financement et de ses militants. Kan a été le premier élu national à savoir mobiliser ces « nouveaux citoyens » très engagés dans l'action locale (mais aussi bien internationale), mais très méfiants à l'égard des politiciens. En ce sens, son succès préfigure celui de l'éphémère « vague rose » de 1989-1990.

69

Au Parlement, Kan est devenu le leader incontesté d'un groupe de politiciens spécialisés (*zoku*) dans la défense des coopératives de consommation. Ces dernières constituent un groupe de pression efficace, car si elles sont peu nombreuses à s'organiser ouvertement sur le plan politique comme le *Seikatsu Club*, elles rassemblent plusieurs millions de foyers. Elles ont notamment réussi à faire échec au lobby du petit commerce, pourtant très puissant au PLD, lorsque celui-ci a tenté après 1985 de faire voter une loi pour restreindre leurs activités.

Après les législatives de 1993, les quatre députés du *Shaminren* rallient la coalition qui soutient le gouvernement Hosokawa. Kan est élu à la présidence de la commission des Affaires étrangères de la Chambre. Lorsque le groupe décide de se dissoudre pour favoriser la recomposition politique, il rejoint les « néo-conservateurs de gauche » de Sakigake. Ses quatorze années d'ancienneté à la Chambre en font l'élu le plus expérimenté de cette mouvance, et certainement le plus représentatif de la sensibilité de cet électorat des consommateurs urbains et

---

1. Des *networks* similaires existent dans deux autres préfectures de la mégapole tokyoïte : Chiba et surtout Kanagawa, où le mouvement est devenu une force politique très significative, présente dans tous les conseils municipaux, au niveau régional et au niveau national (un député et un sénateur). Il en existe aussi à Hokkaido.

des militants de la « micropolitique » qui ont joué un rôle décisif dans la chute du PLD.

#### POINT DE VUE D'UN MUTANT...

La situation politique aujourd'hui est très complexe. Les socialistes, par exemple, sont écartelés entre le groupe parlementaire dont la majorité est prête à participer au pouvoir à n'importe quel prix, les syndicats de Rengô qui les y poussent, et la base militante, environ 130 000 adhérents, qui ont conservé la culture d'un parti d'opposition qui a « fait de la résistance » pendant toute l'après-guerre.

C'est la quadrature du cercle... mais les conservateurs ne sont pas mieux lotis. Leurs divisions ne coïncident pas avec l'opposition formelle entre le PLD et les « nouveaux partis ». Elle concerne la question de savoir s'il faut des barrières autour du Grand Canyon. Aux États-Unis, il n'y en a pas – chacun est responsable de soi, de ne pas s'approcher trop près. Au Japon, si quelqu'un tombait, on accuserait aussitôt l'administration et les autorités locales de négligence. Nous préférons traditionnellement une société qui construit des barrières pour protéger les plus faibles et dans laquelle l'État prend des responsabilités à la place des gens. Au sein même de la coalition, ce point de vue oppose le Parti du Renouveau avec Ichirô Ozawa d'un côté, et Sakigake de l'autre avec son leader Masayoshi Takemura. Hosokawa est plutôt du côté de Sakigake, mais pas toujours très ferme...

Et les conservateurs sont aussi divisés sur la question concernant le plan extérieur : le Japon doit-il devenir un « État normal », comme veut Ozawa, ou rester un « État modeste », comme veut Takemura ?

Ce qui tenait le PLD uni, quand il était au pouvoir, c'était d'abord le cadre de la guerre froide, et ensuite la possibilité de distribuer des postes et de l'argent. Maintenant, il a perdu tout cela. Il est donc libre de se diviser. D'un côté, la vieille garde de ceux qui ont déjà été ministres – ceux qui ont été élus six fois ou davantage – ne veut pas céder le pouvoir et fait tout pour garder la machine intacte. Mais les jeunes – ceux qui n'ont été élus que deux ou trois fois – n'y croient plus. Ils sont prêts à se regrouper selon leurs idées. Il y a tout un bouillonnement, de multiples petits groupes où des élus de tous les partis se réunissent pour discuter. Par exemple, avant même les scissions au PLD, je dirigeais un Groupe de réflexion sur la réforme électorale (*Seidô kaikaku kenkyukai*) avec Takemura, Hosokawa, des socialistes et seize députés du PLD ; quand la scission est intervenue, neuf des PLD ont quitté le parti et sept

y sont restés... mais le groupe continue à fonctionner régulièrement, en se réunissant deux fois par mois. Et c'est loin d'être le seul. Tous ces groupes préparent la voie à de nouveaux regroupements.

Selon moi, la coalition va se diviser, ainsi que le PLD. Une partie des conservateurs rejoindra le Parti du Renouveau, une autre ira vers Sakigake et les socialistes modérés, une autre enfin maintiendra le PLD. Les socialistes vont aussi se disperser, avec une minorité qui constituera une « gauche de la résistance » en se rapprochant du PCJ. Après cette première étape, on devrait voir émerger trois pôles principaux : un conservateur, un social-démocrate et un libéral.

Ce sont ces libéraux qui vont être la véritable nouveauté. Je pense qu'on peut les définir un peu comme les démocrates aux États-Unis : c'est cette comparaison que je fais lorsque mes électeurs m'interrogent. Les libéraux japonais seront les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement, partisans d'une politique active pour promouvoir l'égalité des chances et la justice sociale – ce ne seront pas des « libéraux » à la manière de Thatcher. Au plan extérieur, ils se tiendront à mi-chemin de la position traditionnelle des socialistes qui ne veulent pas accepter l'existence de notre Force d'autodéfense et de ceux qui veulent refaire du Japon une puissance internationale « normale ». Ils admettent l'existence des forces armées, mais en ce qui concerne leur utilisation hors de l'archipel dans le cadre des missions de l'ONU, on pourrait envisager la création d'un corps spécialisé qui ne ferait pas partie des Forces d'autodéfense.

71

La marque des libéraux, c'est un style autant que des idées. Le Parti du Renouveau et ses alliés du Kômeitô ont en commun d'être des partis très centralisés et autoritaires. Ozawa et Daisaku Ikeda<sup>1</sup> décident de tout et contrôlent tous les réseaux de financement. Leurs membres sont les rouages d'une machine et ils sont là parce que, sans elle, ils n'existeraient pas politiquement. Sakigake me rappelle bien davantage le modèle d'organisation des *shimin dantai* dans ma circonscription : démocratiques et autogérés, unis par une communauté d'idées et la volonté d'agir pour elles. La preuve, c'est que ses membres viennent de différents clans du PLD, et pas tous du même comme ceux du Parti du Renouveau<sup>2</sup>. C'est un groupe qui s'est constitué par affinités électives

1. Le leader de la Sokagakkai, la secte-mère du parti bouddhiste.

2. Le Parti du Renouveau s'est formé sur la base d'une scission du clan Takeshita, auquel appartenaient tous ses membres fondateurs. Les dix scissionnistes de Sakigake viennent des quatre autres clans du PLD.

autour d'idées communes. Le libéralisme, c'est ça. C'est l'individualisme à l'œuvre dans une société que les Occidentaux voient toujours « en groupe ».

Jusqu'à maintenant, il n'y avait pas d'espace politique pour lui. Pourtant, il était déjà présent dans tout le système politique. Au niveau local, il était très actif depuis un quart de siècle à travers tous ces « mouvements de citoyens », « mouvements d'habitants » et ces coopératives autogérées. Même au Parlement, je pense que la moitié des élus du PLD et des socialistes ont cette sensibilité-là. Cela n'a rien à voir avec un clivage entre générations – c'est affaire de choix personnel. De vieux leaders comme Kiichi Miyazawa ou Masaharu Gotôda sont des libéraux, et des jeunes comme Toshiki Kaifu ou Kôji Kakizawa ne me semblent pas l'être<sup>1</sup>. Je pense que, en définitive, le libéralisme au sens où je l'entends sera un des éléments les plus importants pour restructurer la vie politique japonaise, et qu'il va ouvrir son propre espace politique au niveau national, comme il l'a fait par exemple dans ma circonscription.

72

---

1. Après que l'auteur nous eut donné ce texte, le premier a présenté sa candidature pour le poste de Premier ministre avec le soutien du Parti du Renouveau et du Kômeitô et le second est devenu ministre des Affaires étrangères du cabinet Hata contrôlé par ces mêmes partis.

---

## R É S U M É

---

*Naoto Kan est un député non conventionnel, formé à l'école du mouvement de 1968 et des « mouvements de citoyens ». Élu depuis 1980 dans la banlieue de Tokyo par un électorat typique de salariés urbains, il s'appuie sur le « Japon des réseaux » : coopératives de consommation autogérées, organisations écologistes... Selon lui, cette mouvance va jouer un rôle exemplaire dans la recomposition politique, qui sera l'occasion de voir émerger un libéralisme soucieux des droits individuels, de justice sociale, de défense de l'environnement et qui rejette les modèles autoritaires d'organisation.*